

Mémoire présenté au Comité sénatorial des finances nationales

Étude sur la réponse du gouvernement à la pandémie de la COVID-19 et ses conséquences économiques

Juin 2020

Introduction

L'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (ACPPU) représente 72 000 membres du personnel enseignant travaillant dans plus de 120 universités et collèges du pays. Un secteur de l'enseignement postsecondaire solide et dynamique est essentiel pour l'innovation, les sciences et la réussite économique au Canada. Il crée les connaissances nécessaires pour relever les défis nationaux et internationaux, il forme les talents nécessaires pour faire du Canada un chef de file concurrentiel et il développe la pensée critique essentielle à un pays démocratique et juste.

Incidence de la Covid-19 sur le secteur

Les étudiants remettent en question les études postsecondaires

La pandémie a eu des répercussions importantes sur les étudiants, bouleversant leur milieu d'apprentissage et augmentant leurs dépenses, tout en réduisant les possibilités d'emploi. Un récent sondage mené auprès d'étudiants de collèges et d'universités, nouveaux et anciens, a révélé que jusqu'à un tiers d'entre eux réexaminaient leurs plans d'études à l'automne, s'inquiétant à la fois de l'expérience de l'apprentissage à distance et des coûts. Soixante-dix pour cent des étudiants ont indiqué que leur projet d'emploi d'été a été perturbé par la COVID-19. De nombreux étudiants étaient au courant des mesures de soutien d'urgence fédérales, mais ils s'inquiétaient encore de leur capacité à payer leurs frais de scolarité à l'automne.

Menaces touchant la qualité et l'abordabilité

La pandémie a eu des répercussions importantes sur les établissements postsecondaires, réduisant les revenus et augmentant les dépenses. Certaines universités et certains collèges ont mis à pied du personnel, réduit les choix de cours et les services aux étudiants, augmenté la taille des classes et augmenté les frais de scolarité. Étant donné que ces établissements comptent de plus en plus sur les frais de scolarité payés par les étudiants étrangers en raison du long déclin du financement public, on s'inquiète sérieusement des effets de la réduction des inscriptions, surtout chez les étudiants étrangers, pour les établissements, et pour les économies locales et régionales.

Réduction de la recherche

Le gouvernement fédéral a fortement appuyé la recherche sur la COVID-19, mais la recherche dans d'autres domaines vitaux est au point mort. Les conseils de recherche ont reconnu les difficultés auxquelles font face les bénéficiaires de subventions et ont décidé de prolonger les délais et

d'encourager le maintien en poste des étudiants. De plus, le gouvernement fédéral a reconnu les lacunes et a trouvé des solutions pour aider les chercheurs en santé clinique en fournissant 450 millions de dollars en subventions salariales et opérationnelles. Cependant, malgré cette aide, il y a quand même eu des ralentissements inévitables de la recherche.

L'accent intense mis sur l'enseignement et l'apprentissage à distance d'urgence, la fermeture physique des laboratoires et les mesures de santé publique qui limitent les contacts physiques ont entraîné un déclin marqué des activités de recherche. Selon un sondage mené auprès de nos membres, 26 % d'entre eux n'ont pas été en mesure de faire de la recherche et 41 % ont dû réduire leur productivité en matière de recherche après la mise en place de mesures de santé publique. Cette diminution de l'activité de recherche aura d'importantes répercussions sur la production de connaissances et le développement économique.

Résumé des recommandations :

- Fournir un soutien d'urgence aux établissements et au personnel postsecondaires en ajoutant les établissements publics au programme de Subvention salariale d'urgence du Canada et en permettant des prestations supplémentaires de la Prestation canadienne d'urgence.
- Accroître les investissements dans la science et la capacité de recherche.
- Corriger le modèle de financement de l'éducation postsecondaire afin d'assurer de meilleurs résultats pour les étudiants et les chercheurs.

Recommandation : Ajouter les universités et les collèges publics au programme de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC)

La SSUC permet aux employeurs de conserver leurs employés et d'aider les travailleurs et leur famille à payer les factures. Il permet également aux activités habituelles de reprendre aussi efficacement que possible à mesure que les mesures de santé publique sont levées. Puisque les laboratoires de recherche, les universités et les collèges perdent leur personnel de recherche, il sera difficile et parfois impossible de relancer la recherche.

À l'heure actuelle, les universités et les collèges publics ne sont pas admissibles à la SSUC, même si les modifications apportées au programme permettent aux établissements d'enseignement privés d'en profiter. Les universités et les collèges sont des établissements autonomes du gouvernement, et même s'ils sont financés par l'État, la proportion du financement gouvernemental diminue. Aujourd'hui,

les universités reçoivent moins de 50 % de leurs revenus de sources publiques.

L'accès au programme de subventions salariales aiderait les universités et les collèges à conserver leurs employés, à réduire l'insécurité d'emploi et à poursuivre les activités essentielles pour assurer une éducation et une recherche de qualité.

Recommandation : Permettre des paiements supplémentaires de l'employeur avec la Prestation canadienne d'urgence

En ce qui a trait à la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la modification apportée au programme pour permettre un revenu de 1 000 \$ par mois a été utile, mais elle est encore limitative pour les employés et les employeurs, y compris certains qui ont déjà négocié des prestations supplémentaires de chômage de l'assurance-emploi. Les employeurs ont souligné leur désir d'offrir un paiement supplémentaire pour le personnel mis à pied afin de maintenir un lien avec ces employés. Il y a des avantages pour les employeurs, les travailleurs et l'économie à permettre des paiements supplémentaires de la PCU. Nous encourageons fortement le gouvernement à permettre des suppléments à la PCU, parce que cela présente des avantages importants pour les Canadiens et n'ajoute aucun coût supplémentaire pour le gouvernement.

Recommandation : Accroître l'investissement dans la capacité de la science et de la recherche

L'accélération de la recherche et des activités scientifiques à la suite de la pandémie est une occasion importante pour l'économie et le bien-être du Canada. Le soutien financier des trois organismes a permis à certaines équipes de recherche de payer leur personnel et de prolonger les délais de leurs recherches. Cependant, la pandémie a une incidence importante sur la recherche.

À mesure que le pays va de l'avant, l'investissement dans la science et la recherche doit faire partie du plan de relance. L'augmentation du financement de la recherche contribuera à l'acquisition des connaissances nécessaires pour traverser les crises actuelles et futures et fournira des emplois aux étudiants dont on a grand besoin.

Malgré une augmentation historique en 2018, le Canada ne fournit qu'environ 54 % du niveau de soutien recommandé par le Comité consultatif sur le soutien fédéral à la science fondamentale pour demeurer concurrentielle sur la scène internationale.

Recommandation : Accroître le soutien fédéral aux provinces pour l'éducation postsecondaire, avec des ententes sur les priorités communes pour améliorer l'abordabilité, l'accessibilité et la qualité

La pandémie et d'autres conditions macroéconomiques ont déplacé de nombreux travailleurs et, en cette période de taux de chômage élevés, plus de Canadiens que jamais pourraient profiter de formation et de recyclage. Malheureusement, la COVID-19 a créé d'importants obstacles financiers pour les étudiants actuels et éventuels. Bien que le gouvernement fédéral ait élargi le programme de prêts et bourses aux étudiants, les subventions demeurent inférieures à la moyenne des frais de scolarité et, à l'heure actuelle, le programme de subventions rejoint moins d'un étudiant sur cinq. Les coûts demeureront un obstacle pour de nombreux étudiants, surtout maintenant que la COVID-19 a perturbé leur revenu et a forcé certains établissements à augmenter les frais de scolarité.

En plus d'offrir un soutien financier aux étudiants, le gouvernement doit s'engager à assurer un financement de fonctionnement de base à long terme, stable et prévisible pour l'éducation postsecondaire.

En l'absence d'une approche coordonnée permettant de soutenir les étudiants et le secteur, nous ne réussirons pas à obtenir des résultats positifs. Par exemple, dans certains cas, les augmentations de l'aide fédérale aux étudiants ont été contrecarrées par une augmentation des frais de scolarité, ce qui a eu une incidence limitée sur l'abordabilité des études postsecondaires. Un financement de base stable est nécessaire pour assurer l'abordabilité et la qualité de l'enseignement postsecondaire, qui soutient la prospérité du Canada.

Grâce à un financement stable contribuant à l'abordabilité et à la qualité, les établissements postsecondaires pourront : a) réduire la dépendance à l'égard des travailleurs en situation précaire et accroître la capacité de recherche; b) réduire les coûts pour les étudiants; c) accroître les options en matière d'enseignement et de formation.

Le dernier supplément fédéral pour les coûts de fonctionnement de base de l'enseignement postsecondaire remonte à 2007. Les gouvernements provinciaux n'ont pas la même marge de manœuvre financière que le gouvernement fédéral, et certains ont déjà indiqué une réduction du financement de l'enseignement postsecondaire dans les années à venir.

L'enseignement postsecondaire est essentiel à la reprise économique du Canada, mais il faut que le gouvernement fédéral fasse preuve de plus de leadership pour assurer une stabilité à l'avenir.